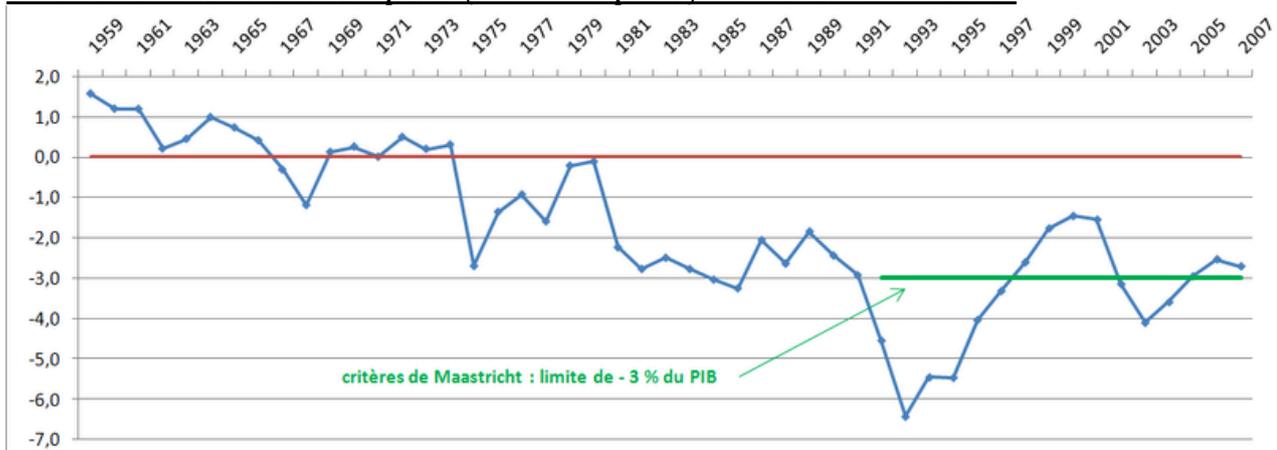


Les enjeux du déficit et de la dette publics

Document 1 : Évolution du solde public (recettes – dépenses) de la France en % du PIB :

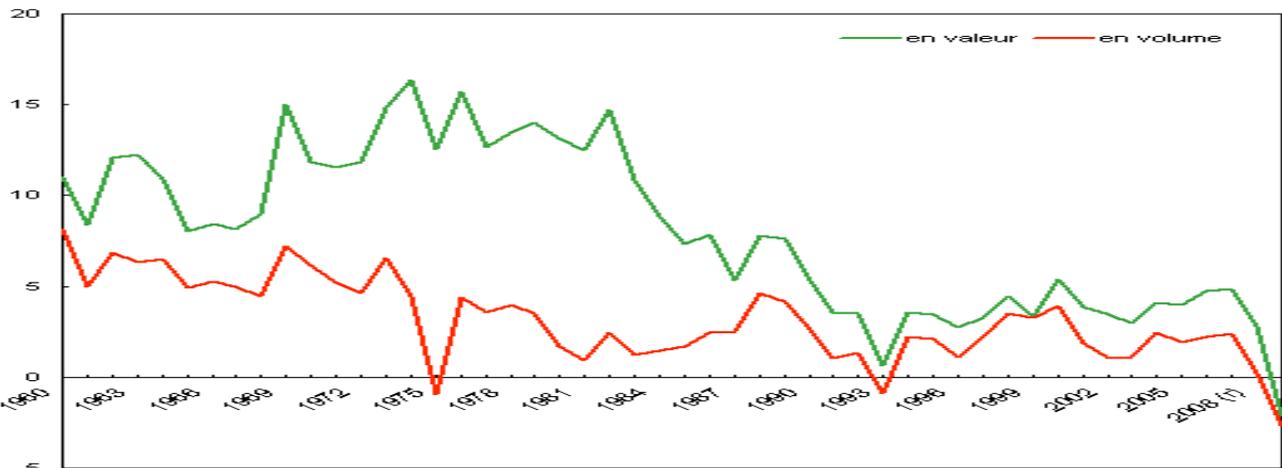


2010 (p) : -8,5% du PIB

Document 2 :

Évolution du PIB en France

évolution par rapport à l'année précédente en %



r : données révisées.
 Champ : France.
 Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

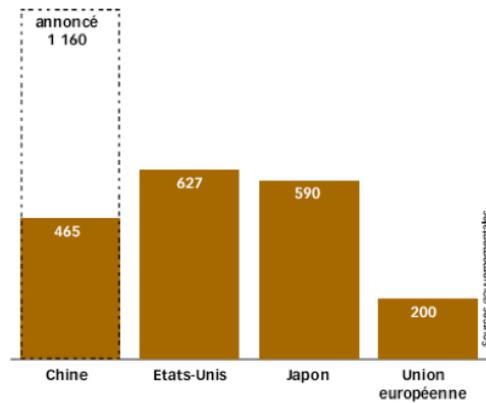
Document 3 :

	Recettes totales des APU		Dépenses totales des APU		Solde des finances publiques des APU				Dette brute des APU			
	2008	2009	2008	2009	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
France	49,5	48,1	52,8	55,6	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5	63,7	63,8	67,5	77,6
Allemagne	43,7	44,3	43,7	47,6	-1,6	0,2	0,0	-3,3	67,6	65,0	66,0	73,2
Belgique	48,8	48,2	50,0	54,2	0,3	-0,2	-1,2	-6,0	88,1	84,2	89,8	96,7
Espagne	37,0	34,7	41,1	45,9	2,0	1,9	-4,1	-11,2	39,6	36,2	39,7	53,2
Finlande	53,6	53,2	49,5	55,6	4,0	5,2	4,2	-2,2	39,7	35,2	34,2	44,0
Grèce	39,1	36,9	46,8	50,4	-3,6	-5,1	-7,7	-13,6	97,8	95,7	99,2	115,1
Irlande	34,7	34,1	42,0	48,4	-3,0	-0,1	-7,3	-14,3	24,9	25,0	43,9	64,0
Italie	46,2	46,6	48,8	51,9	-3,3	-1,5	-2,7	-5,3	106,5	103,5	106,1	115,8
Royaume-Uni	42,5	40,3	47,3	51,7	-2,7	-2,8	-4,9	-11,5	43,5	44,7	52,0	68,1
UE à 27	44,6	44,0	46,9	50,7	-1,4	-0,8	-2,3	-6,8	51,4	58,8	61,6	73,6
Etats-Unis	32,3	30,3	38,8	41,5	-2,2	-2,8	-6,5	-11,2	60,8	61,8	700	83,9
Japon	35,0	34,4	37,1	41,5	-1,6	-2,4	-2,1	-7,2	172,1	167,0	173,8	192,9

Document 4 : On appelle « effet de ciseaux » le fait que le solde budgétaire d'un pays soit dépendant du taux de croissance du PIB de ce même pays. En effet, en période de croissance, les recettes publiques s'accroissent mécaniquement et les dépenses publiques se contractent elles aussi mécaniquement. Inversement, en période de récession, les recettes se contractent et les dépenses s'envolent tout aussi mécaniquement.

Document 5 : Volume des plans de relance 2008/2009 (en milliards d'€)

Graph. Alternatives économiques n°38 avril 2009



Document 6 : Dette publique, la France est-elle en faillite ?

Jean-Paul Fitoussi : Ce qui a conduit – en tout cas dans la zone euro – à l'augmentation de la dette, ce sont deux éléments : le premier, c'est le niveau des taux d'intérêt qui a été trop élevé en moyenne dans les années 1990 ; le second, c'est le chômage de masse. Car il faut comprendre que la plus grande partie des dépenses de l'Etat représente des dépenses de protection sociale. Et ces dépenses de protection sociale elles-mêmes ne sont pas toutes à proprement parler des dépenses. Par exemple les retraites, la santé, les allocations-chômage. Donc on voit bien que par la médiation du chômage, ces dépenses ne pouvaient qu'augmenter. Un chômage de masse signifie moins de cotisants, moins de personnes imposables, en même temps qu'une augmentation nécessaire des dépenses de transfert, car on ne peut pas laisser les populations sans aucune ressources.[...]

Je n'ai rien contre la réduction des dépenses publiques si elle ne réduit pas la qualité des services rendus aux populations par l'Etat. Mais par définition, la réduction des dépenses publiques ne peut pas être à elle seule un objectif final de la politique économique. Les vrais objectifs de la politique économique, ce sont le plein emploi et l'augmentation des niveaux de vie.

Si, pour atteindre le plein emploi et pour augmenter les niveaux de vie, il faut investir davantage, et donc encourir de façon transitoire des déficits supplémentaires, tant mieux ! Alors que si, pour réduire la dette publique, alors qu'elle est loin d'être à un niveau insoutenable, on doit renoncer à la croissance et à l'emploi, cela signifie qu'on marcherait sur la tête.

Gwen : Existe-t-il une marge au-delà de laquelle la dette publique peut être dangereuse pour un pays ?

Jean-Paul Fitoussi : Certainement oui, mais on ne la connaît pas. Ce serait un niveau d'endettement si élevé qu'il impliquerait le renoncement aux dépenses publiques nécessaires à assurer la cohésion sociale. Mais on en est très loin. Et de surcroît, les théoriciens de l'économie n'ont pas pu s'accorder sur une définition du niveau d'endettement optimal. Donc on ne sait pas ce qu'il est. On sait que le Japon peut vivre avec une dette supérieure à 130 %, l'Italie à 120 %, la Belgique à 100 % environ, sans que ni la croissance économique, ni la cohésion sociale, ni l'Etat ne soient déclarés en faillite. Au contraire, les marchés financiers sont très heureux de prêter au Japon, à l'Italie et à la Belgique. Ils savent très bien qu'il s'agit de placements sans risque.

Chat Le Monde / OFCE avec Jean-Paul Fitoussi « Dette publique : la France est-elle en faillite ? », 3 janvier 2006

Document 7 : Le piège de la rigueur

Or, la voie de la rigueur mène la zone euro dans l'impasse, si elle n'est pas tempérée par davantage de solidarité. Dans la hantise d'être rattrapés par la méfiance des marchés, les pays de la zone font assaut de mesures d'austérité. La Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal ont serré leur ceinture de plusieurs crans: coupes dans les dépenses d'un côté (baisse des traitements, gel des recrutements dans la fonction publique...), hausse des prélèvements de l'autre, avec, notamment, des relèvements substantiels de la TVA (jusqu'à 4 points en Grèce). L'Italie envisage, elle aussi, d'engager une cure d'austérité plus sévère, tandis que la France a annoncé un gel des dépenses publiques. Même l'Allemagne, soucieuse de donner le "bon" exemple, fait désormais de la réduction du déficit sa priorité. Avec pour résultat paradoxal de faire peur aux investisseurs, qui voient s'envoler les faibles perspectives de croissance de la zone, en même temps qu'ils doutent de la capacité des Etats à atteindre leurs objectifs.

La volonté de ramener les déficits publics partout sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013 ou 2014 au plus tard correspond en effet à un ajustement d'une ampleur inégalée pour les pays dont les comptes publics sont le plus dégradés. Les expériences réussies de réduction des dettes publiques se sont toujours déroulées sur des durées plus longues, et surtout dans des conditions macroéconomiques plus favorables. L'évolution du poids de la dette dépend en effet très largement de la croissance, de l'inflation et du niveau des taux d'intérêt

« Rigueur : le piège », Sandra Moatti, Alternatives économiques n°292, juin 2010

Document 8 : Les agences de notation, oracles des marchés

Le Monde du 28.01.10

[...] Elles s'appellent Moody's, Standard & Poor's (S&P) ou FitchRatings, trois noms qui se partagent 90 % de la notation financière. Leur rôle ? Restreint en apparence : « Nous donnons une opinion sur la capacité et la volonté d'un émetteur, que ce soit un Etat ou une société, de rembourser en temps et en heure une dette », explique Carol Sirou, présidente du bureau parisien de Standard & Poor's. Chez Moody's, Pierre Cailleteau, directeur général monde des risques souverains (des dettes publiques), confirme : « Nous mesurons la probabilité qu'un Etat honore sa dette. »

Cette appréciation générale prend les atours d'une note, établie depuis le début du XXe siècle sous forme d'une séquence de lettres ou/et de chiffres dont, pour compliquer encore les choses, le canevas varie d'une agence à l'autre. Grosso modo, se distinguent les grades dits « d'investissement » (dans l'ordre descendant, AAA, AA, A, BBB) correspondant à des emprunteurs jugés fiables et les grades « spéculatifs » (BB, B, CCC, C) correspondant à des emprunteurs plus à risques. Qu'un pays ou une société cessent de rembourser et il bascule en D, comme « défaut ».[...]

Las ! au fil du temps, les investisseurs en quête de certitudes pour placer leurs montagnes de dollars, d'euros ou de yuans se sont reposés sur les notes pour juger de la solvabilité de tel ou tel. Les agences elles-mêmes jouent sur ce désir d'être rassuré : la devise de Fitch Ratings est « Connaissez votre risque ». « Dans la plupart des situations marchandes, on a besoin d'un tiers, d'un prescripteur qui aide à surmonter la complexité, résume Armand Hatchuel, professeur de gestion à l'École des mines. Quand vous voulez acheter un ordinateur, vous êtes content de trouver un article spécialisé qui propose des tests comparatifs. »

Dès lors, les États et les sociétés souhaitant emprunter n'ont souvent d'autres choix que de se faire évaluer. « La notation a un impact sur l'accès au marché, admet Eric Paget-Blanc. Le niveau de la note influe également sur le coût de la dette. » Pour espérer écouler ses emprunts, la Grèce, pays le moins bien noté de la zone euro, devra promettre un taux d'intérêt supérieur à celui de l'Allemagne, premier de la classe. « Sur une dette de 1 000 milliards, 1 % en plus, c'est 10 milliards d'intérêts supplémentaires à rembourser chaque année », calcule Eric Paget-Blanc. Autre impact : telle entreprise française, mise sous « surveillance négative », a vu le cours de son action plonger immédiatement de 15 %.[...]

Mais les critiques pointent que ces spécialistes travaillent sur des informations fournies par les émetteurs eux-mêmes. Avec le risque qu'elles soient frauduleuses, comme ce fut le cas en 2001 avec la société américaine Enron, notée AAA quelques jours seulement avant sa spectaculaire faillite. Le principal reproche porte sur le mode de rémunération des agences. Elles sont payées par les émetteurs, donc par ceux dont elles doivent juger la crédibilité. Le sujet est tabou, chacun se réfugiant derrière les clauses de confidentialité des contrats. Impossible par exemple de connaître les termes financiers qui unissent la France et ceux qui la notent. Top secret, dit-on à Bercy.

Benoît Hopquin

Document 9 : L'agence de notation Fitch dégrade la note de l'Espagne

LEMONDE.FR avec Reuters et AFP | 28.05.10

La menace pesait depuis un moment, l'agence de notation Fitch l'a mise en application : la note de l'Espagne a été dégradée, vendredi 28 mai, de AAA, la meilleure note possible, à AA+ ouvrant à coup sûr une période d'incertitude pour une économie espagnole déjà mal en point. La principale raison mise en avant par l'agence est la mauvaise perspective de croissance provoquée par le lourd endettement privé du pays. "La dégradation reflète l'opinion que le processus d'ajustement vers un niveau plus bas d'endettement privé et extérieur va matériellement réduire le taux de croissance de l'économie espagnole à moyen terme", explique-t-elle dans un communiqué. L'Espagne suit donc le chemin du Portugal, qui avait vu sa note abaissée en mars de AA à AA-.

[...] "Un problème de plus", réagit le quotidien espagnol *El País* face à la décision de Fitch, alors que l'agence Standard & Poor's avait baissé la note de l'Espagne en avril. Jeudi 27 mai, le Parlement espagnol a adopté de justesse un plan de rigueur qui devrait lui permettre d'économiser environ 15 milliards d'euros en 2010 et 2011. Ce plan avait justement été décidé sous la pression des marchés et des partenaires européens [...] Fitch a jugé que ce plan était "ambitieux", mais souligné que les mesures d'ajustement du gouvernement vont nettement réduire le taux de croissance économique à moyen terme, et que la reprise économique sera "timide" et plus lente que celle prévue par le gouvernement espagnol. [...] Les déficits publics espagnols pèsent actuellement 11,2% du PIB en 2009. La dette publique devrait atteindre 66% du PIB à la fin de l'année, soit presque le double de ce qu'elle était en 2007. La privée, elle, regroupe celle contractée par les entreprises, les banques et les ménages, dont l'endettement a doublé depuis 2000, pour atteindre 89 % du PIB.

Document 10 : « L'effet boule de neige » : à l'image de la vitesse de formation d'une boule de neige qui dévale une pente, lorsque les taux d'intérêt d'une dette sont élevés, ils contribuent non seulement à entretenir la dette malgré les remboursements mais ils peuvent également accroître la dette. C'est un cercle vicieux auto-entretenu.

- 1) (Doc1) : À l'aide des données récentes du document 3, complétez le graphique pour la période 2008-2010.
- 2) (Doc1&2) : Y'a-t-il une corrélation entre le taux de croissance du PIB (en volume) et le solde budgétaire ? Laquelle ?
- 3) (Doc3&4) : La crise actuelle a éclaté à l'automne 2008. Quel impact a eu la récession économique de 2009 sur les recettes et dépenses publiques de la plupart des pays ? Faites des hypothèses pour l'expliquer.
- 4) (Doc5&Cours) : Pourquoi les pays du G20 se sont-ils sentis contraints de mener des plans de relance dès l'automne 2008 ?
- 5) (Doc6) : Comment l'économiste Jean-Paul Fitoussi répond-t-il à vos questions 2 & 3 ?
- 6) (Doc6) : Selon Fitoussi, quel risque représente le fait d'ériger la baisse des dépenses publiques en objectifs et non en moyen de la politique économique ?
- 7) (Doc6&3) : Tous les pays sont-ils égaux devant la taille de leur dette publique ? Justifiez.
- 8) (Doc7) : Pourquoi une série de pays européens ont-ils subitement mené des politiques de rigueur fin 2009-début 2010 ?
- 9) (Doc8) : Quel est le métier des agences de notation ?
- 10) (Doc8) : Montrez que les agences de notation ont un pouvoir important sur l'autonomie des gouvernements en matière de politique économique.
- 11) (Doc8) : Pourquoi les agences de notation sont-elles de plus en plus contestées ?
- 12) (Doc9&10) : À partir du cas de l'Espagne, montrez que les agences de notations enclenchent des prophéties autoréalisatrices absurdes et dangereuses pour les peuples.